

Déclaration

Paris, le 31 Août 2011

Projet de loi de finances rectificatif : la finance contre la relance

Les conditions dans lesquelles se prépare le débat sur le Projet de loi de finances rectificatif visant à mettre en œuvre les mesures d'austérité nouvelles annoncées par le gouvernement, sont totalement inacceptables et témoignent d'un irrespect du Parlement rarement vu.

La commission des finances de l'Assemblée nationale se réunit aujourd'hui à 16H alors que les Députés n'ont eu connaissance que ce matin d'un texte susceptible d'être l'objet d'amendements à déposer au plus tard... à 14 heures.

Tout ceci n'est pas sérieux ! Pas plus sérieux que l'organisation des débats en séance le 6 septembre, qui accorde, en tout et pour tout, 10 minutes d'expression au groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine.

Cette façon de procéder à l'égard de la Représentation nationale n'a d'égal que le mépris avec lequel le gouvernement et la majorité présidentielle traitent nos concitoyennes et concitoyens invités à croire que les plus riches paieront les pots cassés de la crise autant que les autres. C'est évidemment pur mensonge puisqu'aux plus fortunés, le gouvernement entend reprendre - pendant deux années seulement - quelques 200 millions d'euros trois mois après leur avoir offert quelques 2 milliards d'euros en allégeant l'Impôt sur la fortune !

Cette session extraordinaire convoquée dans l'urgence et sans préparation sincère, est une mascarade. Elle n'a pas d'autre objectif que de satisfaire une nouvelle fois les appétits des marchés financiers tout en tentant de masquer le triple échec du tandem Sarkozy-Fillon : échec sur la relance économique alors que la croissance diminue et le chômage augmente, échec sur le contrôle des marchés financiers qui continuent, en spéculant sur la dette, de dicter les politiques économiques et sociales avec la bienveillance tacite des dirigeants des grands pays capitalistes, échec enfin sur la Grèce puisque le plan dit « d'aide » à ce pays a échoué, au point d'en appeler un deuxième qui sera aussi néfaste pour le peuple grec qu'inefficace pour le pays.

Les mesures d'austérité proposées par le gouvernement ne s'attaquent pas aux causes des déficits qui se nourrissent des cadeaux fiscaux faits aux plus riches. Pire encore, une taxe sur les mutuelles-santé, une augmentation de la TVA sur les parcs pour les enfants ou l'enterrement de toute mesure visant à prendre en charge la dépendance des personnes âgées opéreront une telle ponction sur le plus grand nombre qu'elles plomberont toute relance.

Face à un gouvernement englué dans la défense d'un modèle économique dépassé, face à toutes les tentations de faire plaisir aux agences de notations, la seule voie à emprunter est celle qui consiste à s'attaquer enfin et résolument aux marchés financiers qui parasitent progrès social, économique et écologique.